



Marie-Françoise CHARRIER et Elise FELLER (coord.),
*L'Action sociale à la SNCF, 1945-1985. L'affirmation d'une
identité*, Ramonville-St-Agne, Érès, 2006, 277 p.

Yvonne Knibiehler



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/5212>

DOI : 10.4000/clio.5212

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 249-290

ISBN : 978-2-85816-900-9

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Yvonne Knibiehler, « Marie-Françoise CHARRIER et Elise FELLER (coord.), *L'Action sociale à la SNCF, 1945-1985. L'affirmation d'une identité*, Ramonville-St-Agne, Érès, 2006, 277 p. », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 25 | 2007, mis en ligne le 03 octobre 2007, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/5212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.5212>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Marie-Françoise CHARRIER et Elise FELLER (coord.), *L'Action sociale à la SNCF, 1945-1985. L'affirmation d'une identité*, Ramonville-St-Agne, Érès, 2006, 277 p.

Yvonne Knibiehler

- 1 L'action sociale, inventée par la société industrielle, a pour mission d'assurer de bonnes conditions d'existence aux travailleurs, afin qu'ils puissent mettre le meilleur d'eux-mêmes au service des entreprises ou des administrations qui les emploient. Elle s'intéresse donc aussi à certains aspects de leur vie privée. Or la vie privée, comme on sait, a toujours été, est encore en priorité, l'affaire des femmes. Il s'ensuit que l'histoire de l'action sociale, encore si peu étudiée, peut éclairer, de manière indirecte mais très efficace, l'histoire des femmes et du genre.
- 2 C'est ce que démontre ce livre, fort bien réalisé et qui mériterait de servir de modèle Il étudie, avec autant de précision que de clarté, la politique menée par la SNCF pour encadrer et soutenir les familles cheminotes confrontées aux grands chambardements des Trente Glorieuses. On le doit au labeur persévérant d'une dizaine de personnes, équipe constituée il y a plus de dix ans, entièrement féminine, entièrement bénévole, coordonnée par Marie-Françoise Charrier, assistante sociale, et Elise Feller, historienne. Un premier volume publié en 2001 rendait hommage aux pionnières qui ont oeuvré au temps des compagnies privées de chemin de fer. Le tome II couvre la période 1945-1985. Pourquoi ces dates ? La société nationale a été instituée en 1938, mais pendant la Seconde Guerre mondiale elle a subi des contraintes exceptionnelles. C'est seulement après 1945 qu'elle a pu développer une politique sociale spécifique, dans le cadre d'un régime dérogatoire (héritière des services créés par les compagnies privées, elle était en avance par rapport à la législation de l'État providence). Quarante ans après (1982), une loi d'orientation lui a imposé d'entrer dans le droit commun de la Sécurité Sociale :

elle s'est adaptée en trois ans. La période 1945-1985 constitue donc bien une étape originale, une transition entre le « paternalisme » capitaliste des compagnies privées, et la généralisation des droits sociaux. En retracer l'histoire n'a pas été facile. Il a fallu retrouver, dater, classer des sources écrites hétéroclites, dispersées, peu substantielles. Les auteures ont dû réaliser plus de cent entretiens pour mieux cerner les problèmes au quotidien. Les personnes interrogées sont des femmes en écrasante majorité : des assistantes sociales de divers grades, des conseillères, des éducatrices, des bibliothécaires, des secrétaires ; il y a aussi quelques « usagères ». Les hommes qui ont témoigné sont chefs de services ou médecins ; quelques-uns sont éducateurs, animateurs.

- 3 L'étude, très documentée, est conduite selon un plan logique. Un chapitre initial présente l'organisation, l'administration et les budgets des services. Ensuite quatre chapitres analysent les divers domaines de l'action sociale : la famille (les épouses constituant le « coeur de cible » de l'action sociale), le logement, l'enfant, les retraités. Un dernier chapitre explique la professionnalisation et la diversification des métiers du social. Ce plan logique a le mérite de la clarté ; il met bien en évidence les dimensions familiales des changements sociaux. Mais la chronologie n'est pas négligée, car chaque chapitre suit attentivement l'évolution des situations, des relations, des besoins. Les multiples répercussions de la crise des années 1968-72 sont précisées. Dans chaque chapitre des encadrés et des annexes assurent de précieuses mises au point : par exemple sur la législation concernant le logement ou sur la hiérarchie des salaires. Les travailleurs sociaux, gens de terrain, ne se contentent pas d'aider les populations, ils les observent, ils « font remonter » l'information, et suggèrent des mesures permettant de résoudre, ou du moins de pallier, les difficultés qui surgissent. À travers leurs soucis et leurs efforts, on discerne les caractères originaux de l'ancienne « cité cheminote », dont la spécificité s'efface peu à peu au cours du demi-siècle. Sous l'égide de la SNCF, les grands changements sociaux restent bien visibles mais prennent parfois des allures particulières : ainsi pour la modernisation de l'habitat, la valorisation et l'aménagement des loisirs, l'allongement de la scolarité, l'accroissement du nombre des retraités, et surtout la transformation du sort des épouses-mères, qui apprennent à maîtriser leur fécondité, et qui accèdent à des emplois rémunérés. Mais ce qui frappe le plus c'est la complexification des besoins, liée à la progression accélérée des sciences médicales et des sciences psychologiques, c'est aussi la socialisation croissante de leur prise en charge.